

Ontario : horizon 2019–2020

L'ONTARIO MALMENÉ PAR L'INCERTITUDE EN DEÇÀ ET AU-DELÀ DES FRONTIÈRES DE CETTE PROVINCE

Nous avons révisé à la baisse nos prévisions pour la croissance économique de l'Ontario en 2019, à 1,4 % à peine, avec une accélération à 1,8 %, qui devrait s'enchaîner sur l'an prochain. Cette évolution s'explique surtout par la léthargie du marché du logement au début de l'année, qui semble avoir comprimé l'investissement dans l'immobilier résidentiel plus que ce que nous l'avions prévu à l'origine. Nous nous attendons toujours à un fléchissement de cette tendance à mesure que l'année avance : les ventes et les prix des logements ont généralement suivi une progression tendancielle dans la région du Grand Horseshoe, et de concert, la construction devrait continuer d'être étayée par les forts gains de la population et de l'emploi. Toujours est-il que le médiocre début d'année est une mauvaise nouvelle pour la fin de 2019.

Par contre, il semble que l'investissement ait amorcé une trajectoire plus vigoureuse : les dépenses consacrées à la machinerie et à l'équipement en Ontario ont inscrit de solides gains au T1 de 2019. Les mesures adoptées par le gouvernement provincial pour accélérer le rythme auquel les entreprises peuvent amortir leurs nouveaux investissements — et qui ont été annoncées dans le budget du 11 avril 2019 — pourraient donner un nouveau coup de pouce d'ici la fin de l'année, même si l'escalade soutenue des tensions commerciales sino-américaines continue de représenter un risque de baisse pour la croissance de l'économie des États-Unis et pour l'humeur générale des entreprises en Ontario. Les grands projets de construction — comme la deuxième phase de l'agrandissement du réseau de transport par train léger sur rail à Ottawa, le Pont international Gordie-Howe de 5,7 G\$* à Windsor et l'usine pétrochimique de 2 G\$ à Sarnia — devraient également relancer l'investissement provincial.

À moyen terme, les perspectives commerciales sont dominées par la baisse attendue dans la production automobile. La production de véhicules automobiles et de pièces détachées — segment qui représente statistiquement plus de 30 % des exportations de marchandises de cette province — a baissé pour la deuxième année consécutive en 2018 et devrait continuer d'évoluer de concert avec la production (graphique) et les attentes vis-à-vis du ralentissement des ventes de véhicules aux États-Unis.

Nous croyons que les efforts d'austérité exposés dans le budget d'avril 2019 ont permis d'établir une certaine crédibilité aux yeux des porteurs d'obligations de cette province; or, la riposte au plan — lorsqu'on a donné d'autres détails sur les compressions dans le secteur public — a été vigoureuse. Cette riposte a donné lieu à un climat d'incertitude politique, dont nous continuons de surveiller de près les incidences sur la politique budgétaire. En règle générale, nous restons attentifs à la gestion de la dette et du déficit alors que l'Ontario franchit un stade avancé de son cycle économique. Toutefois, nous reconnaissons aussi qu'il faut équilibrer comme il se doit ces priorités par rapport aux emprunts à effectuer pour financer l'agrandissement des infrastructures et des services essentiels, puisque la population est appelée à augmenter et à vieillir rapidement dans les années à venir.

Bien que nous ne nous attendions pas, pour l'heure, à ce que les mesures d'austérité du gouvernement provincial fassent dérailler considérablement la croissance, elles ont, à court terme, des ramifications pour les marchés du travail. La création d'emplois à temps plein augmente vigoureusement de 2,4 % sur un an depuis le début de l'année; or, les secteurs de la santé et de l'éducation — qui ont essentiellement porté les gains des 12 derniers mois — sont aux prises avec des perspectives limitées sur fond de mesures d'austérité de l'embauche planifiées dans le secteur public. Dans la même veine, le gel des salaires dans le secteur public n'offre guère la possibilité de rehausser les gains des travailleurs dans ces secteurs, et les postes à pourvoir feront monter les salaires dans les autres secteurs.

* Sauf indication contraire, les chiffres sont exprimés en dollars canadiens.

RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste, Provinces
 416.866.4733
 Études économiques de la Banque Scotia
marc.desormeaux@scotiabank.com

Ontario				
variation en %, sauf indication contraire				
Conjoncture économique	17	18e	19p	20p
PIB réel	2,8	2,3	1,4	1,8
PIB nominal	4,1	3,5	2,6	3,7
Emploi	1,8	1,6	2,5	1,2
Taux de chômage en %	6,0	5,6	5,6	5,8
Mises en chantier de logements en milliers	79	79	69	72
Situation budgétaire	EF18	EF19	EF20	
Solde du budget, en % du PIB	-0,4	-1,4	-1,2	
Dette nette, en % du PIB*	39,2	40,2	41,0	

PIB nominal prévu : Études économiques de la Banque Scotia.
 Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances de l'Ontario.

La production automobile est appelée à peser sur la croissance des exportations de l'Ontario

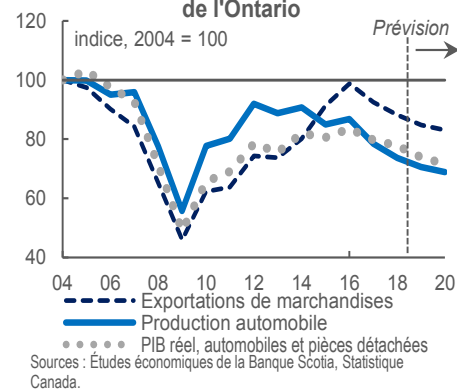


Tableau des prévisions provinciales : synthèse

	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)											
	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	
PIB réel												
2000-17	2.1	2.4	1.8	1.3	1.2	1.8	2.0	2.3	2.0	2.8	2.7	
2017	3.0	0.9	3.5	1.5	1.8	2.8	2.8	3.2	2.2	4.4	3.8	
2018e	1.9	-2.7	2.6	1.2	0.1	2.5	2.3	1.3	1.6	2.3	2.4	
2019p	1.4	2.0	2.1	1.3	0.6	2.1	1.4	1.5	1.4	0.5	2.2	
2020p	2.0	0.8	2.0	1.3	0.8	1.8	1.8	1.5	1.6	2.5	3.0	
PIB nominal												
2000-17	4.3	5.6	4.2	3.3	3.4	3.7	3.9	4.4	5.4	5.9	4.7	
2017	5.6	4.3	4.8	2.9	4.3	5.0	4.1	5.4	4.8	10.0	6.9	
2018e	3.6	0.5	4.6	3.2	1.9	4.2	3.5	3.1	3.8	4.5	4.4	
2019p	2.7	3.0	4.1	3.0	2.2	3.2	2.6	3.3	3.3	1.3	4.2	
2020p	4.2	3.9	3.9	3.3	2.5	3.7	3.7	3.3	4.0	4.6	5.7	
Emploi												
2000-17	1.4	0.6	1.1	0.6	0.4	1.3	1.3	1.0	1.1	2.2	1.5	
2017	1.9	-3.7	3.1	0.6	0.4	2.2	1.8	1.7	-0.2	1.0	3.7	
2018	1.3	0.5	3.0	1.5	0.3	0.9	1.6	0.6	0.4	1.9	1.1	
2019p	2.1	1.9	1.4	2.3	0.5	1.5	2.5	1.2	1.6	1.0	3.0	
2020p	1.0	0.2	0.8	0.3	0.2	0.8	1.2	0.6	0.7	1.0	1.5	
Taux de chômage (%)												
2000-17	7.1	14.3	11.1	8.8	9.5	7.9	7.0	5.1	5.0	5.3	6.5	
2017	6.3	14.8	9.8	8.4	8.1	6.1	6.0	5.4	6.3	7.8	5.1	
2018	5.8	13.8	9.4	7.6	8.0	5.5	5.6	6.0	6.1	6.6	4.7	
2019p	5.7	11.8	9.0	6.8	8.0	5.2	5.6	5.5	5.5	6.7	4.6	
2020p	5.9	11.6	9.0	6.8	8.0	5.4	5.8	5.5	5.5	6.8	4.7	
Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)												
2000-17	200	2.5	0.8	4.3	3.4	44	72	5.2	5.2	34	29	
2017	220	1.4	0.9	4.0	2.3	46	79	7.5	4.9	29	44	
2018	213	1.1	1.1	4.8	2.3	47	79	7.4	3.6	26	41	
2019p	202	1.0	0.9	3.9	2.1	46	69	6.8	3.2	26	44	
2020p	199	1.3	0.8	3.8	2.0	41	72	6.0	4.8	30	37	
Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)												
2000-17	1,657	29	6	48	38	413	635	47	45	216	180	
2017	2,041	33	9	59	42	453	847	62	56	245	235	
2018	1,984	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217	
2019p	1,935	30	9	51	39	447	813	60	49	220	217	
2020p	1,915	30	9	50	37	440	800	56	48	217	228	
Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)												
2017	-18,957	-1,148	-1	151	-117	2,361	-2,435	-789	-1,218	-10,784	2,727	
2018	-18,961	-911	1	230	67	2,622	-3,672	-695	-303	-8,023	301	
2019e	-11,815	-522	14	28	5	2,500	-11,700	-470	-380	-6,711	374	

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.